

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi et le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 15 juin 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'ordonnance "modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement et l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 21 juin 1993 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 15 juni 1993 door de Minister Voorzitter van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, belast met Ruimtelijke Ordening, Plaatselijke Besturen en Tewerkstelling en de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hen, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ordonnantie "tot wijziging van de ordonnantie van 30 juli 1992 tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning en van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest", heeft op 21 juni 1993 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Considérant que l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale a soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat un avant-projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, visant principalement à réformer les listes des établissements classés prévues par le Règlement Général sur la Protection du Travail et secondairement à apporter certaines modifications pour garantir une meilleure sécurité juridique;

Considérant que dans son avis donné le 12 mai 1993 (références L. 22.420 (9) et reçu le 25 mai 1993, la section de législation, neuvième chambre, a estimé qu'il s'imposait de modifier dans le même temps les annexes A et B de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'il ne serait pas opportun que l'entrée en vigueur des ordonnances modificatives intervienne à un moment différent de celle de l'ordonnance relative au permis d'environnement et de l'ordonnance relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que les dispositions relatives à l'évaluation des incidences de l'ordonnance du 30 juillet 1992 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991, que l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, et que l'ordonnance du 30 juillet 1992

.../...

relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, devraient entrer en vigueur le 1er juillet 1993;".

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

*

Observations générales.

1. L'ordonnance en projet diffère l'entrée en vigueur, initialement prévue au plus tard le 1er juillet 1993, des ordonnances du 30 juillet 1992 relatives, l'une au permis d'environnement, l'autre à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que des dispositions de l'ordonnance du 30 juillet 1992 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme qui ont trait à l'évaluation des incidences.

Différer encore la transposition de la directive du Conseil 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, qui devait être réalisée pour le

.../...

3 juillet 1988, risque d'exposer encore davantage la Belgique à un constat de manquement à son obligation de transposer cette directive.

2. Compte tenu de la révision de la Constitution intervenue le 5 mai 1993 et par laquelle a été inséré dans celle-ci un article 59quater, les mots "l'Exécutif" et "l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale" doivent être remplacés par les mots "le Gouvernement" et "le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

3. Comme le précise l'article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, les secrétaires d'Etat régionaux ne sont pas membres du Gouvernement; ils ne sont, dès lors, pas habilités à lui soumettre des projets d'arrêtés, ni à signer des arrêtés en son nom.

Les mots "et du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre-Président;" doivent donc être omis.

La signature du secrétaire d'Etat régional doit aussi être omise.

.../...

Examen du projet.Proposant.

Les mots "qui en a délibéré" doivent être omis.

Dispositif.Articles 2 à 4.

Les articles 2 à 4 du projet d'ordonnance pourraient plus simplement être fusionnés en un seul article, rédigé comme suit :

"Art. 2. Les mots "le 1er juillet 1993" sont remplacés par les mots "le 1er décembre 1993", dans les dispositions suivantes :

- 1° dans l'article 40 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;
- 2° dans l'article 85 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement;
- 3° dans l'article 46 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale".

L'article 5 du projet devient l'article 3.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Considérant que l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale a soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat un avant-projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, visant principalement à réformer les listes des établissements classés prévues par le Règlement Général sur la Protection du Travail et secondairement à apporter certaines modifications pour garantir une meilleure sécurité juridique;

Considérant que dans son avis donné le 12 mai 1993 (références L. 22.420 (9) et reçu le 25 mai 1993, la section de législation, neuvième chambre, a estimé qu'il s'imposait de modifier dans le même temps les annexes A et B de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'il ne serait pas opportun que l'entrée en vigueur des ordonnances modificatives intervienne à un moment différent de celle de l'ordonnance relative au permis d'environnement et de l'ordonnance relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que les dispositions relatives à l'évaluation des incidences de l'ordonnance du 30 juillet 1992 modifiant l'ordonnance du 29 août 1991, que l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, et que l'ordonnance du 30 juillet 1992

.../...

relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, devraient entrer en vigueur le 1er juillet 1993;".

*

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich beperken tot het maken van de volgende opmerkingen.

*

Algemene opmerkingen.

1. De ontworpen ordonnantie stelt de inwerkingtreding uit van de ordonnanties van 30 juli 1992, de ene betreffende de milieuvergunning, de andere betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, alsook van de bepalingen van de ordonnantie van 30 juli 1992 tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw die betrekking hebben op de effectenbeoordeling. Die inwerkingtreding was oorspronkelijk vastgesteld op uiterlijk 1 juli 1993.

Door de omzetting van richtlijn 85/337/EEG van de Raad van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectenbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, die op 3 juli 1988 verwezenlijkt moest zijn, nogmaals uit te stellen, dreigt eens te meer te worden vastgesteld dat België te kort schiet in zijn verplichting om deze richtlijn om te zetten.

.../...

2. Gelet op de herziening van de Grondwet van 5 mei 1993, waarbij in de Grondwet een artikel 59quater is ingevoegd, dienen de woorden "de Executieve" en "de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve" vervangen te worden door de woorden "de Regering" en "de Brusselse Hoofdstedelijke Regering". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

3. Gelijk is bepaald in artikel 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, maken de Gewestelijke Staatssecretarissen geen deel uit van de Regering; zij zijn derhalve niet gemachtigd eraan ontwerp-besluiten voor te leggen, noch in naam ervan besluiten te ondertekenen.

De woorden "en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter" behoren dus te vervallen.

De handtekening van de Gewestelijke Staatssecretaris behoort ook te vervallen.

Onderzoek van het ontwerp.

Voordrachtformulier.

De woorden "die erover heeft beraadslaagd" behoren te vervallen.

.../...

Bepalend gedeelte.Artikelen 2 tot 4.

Het zou eenvoudiger zijn de artikelen 2 tot 4 van het ontwerp van ordonnantie samen te brengen in één enkel artikel, gesteld als volgt :

"Art. 2. In de volgende bepalingen worden de woorden "op 1 juli 1993" vervangen door de woorden "op 1 december 1993" :

- 1° in artikel 40 van de ordonnantie van 30 juli 1992 tot wijziging van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;
- 2° in artikel 85 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning;
- 3° in artikel 46 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

Artikel 5 van het ontwerp wordt artikel 3.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.